

reflex

1990

Bimestrielle

6^e année

Sept.-Octobre

Pages 687-952

 **sirey**

Correspondance concernant la rédaction

Revue française
de droit administratif
Daloz, 11, rue Soufflot
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 53 48

Abonnements

(contre paiement à l'ordre de Daloz-
messageries aériennes sur demande)

Abonnement annuel partant
du 1^{er} numéro de l'année
6 n^{os} 1991

France et D.O.M. : 550 F

Etranger : 630 F

Administration et abonnements

Daloz, 35, rue Tournefort
75240 Paris Cedex 05
Tél. : (1) 40 51 54 54

Les abonnés qui, à la réception de ce numéro, constateront que la livraison précédente ne leur est pas parvenue, sont priés d'en aviser le service des abonnements sans délai, l'éditeur ne pouvant garantir pendant plus de 6 mois le service des numéros manquants



revue française de droit administratif

Table des matières

Biblioteca de la Corte Suprema	
N ^o de Orden	78.912
Ubicación	2-76 689

La dualité de juridictions en France et à l'étranger

Bicentenaire de la loi des 16-24 août 1790

L'état actuel de la dualité de juridictions, par Marceau LONG	694
Être juges... et juger..., par Pierre DRAI	698
La loi des 16-24 août 1790 : Texte? Prétexte? Contexte?, par Georges VEDEL	712
Du principe de séparation au principe de dualité, par Jacques CHEVALLIER	724
Les crises du principe de dualité de juridictions, par François BURDEAU	734
Dualité de juridictions et protection des libertés, par Jean RIVERO	739
Dualité de juridictions et unité de l'ordre juridique, par René CHAPUS	745
Réflexions sur les symétries et dissymétries du Tribunal des conflits, par François GAZIER	752
Dualité de juridictions et dualité de procédures, par Bernard PACTEAU	757
Le juge judiciaire, juge administratif, par Roland DRAGO	764
Les questions préjudicielles devant les deux ordres de juridiction, par Yves GAUDEMET	777
Le contrôle du juge de cassation en matière administrative et en matière civile, par André DAMIEN et Jacques BORÉ	792
Dualité de juridictions et autorité de la chose jugée, par Guillaume DELVOLVÉ	798
« Étrangère au pouvoir du juge, l'injonction, pourquoi le serait-elle? » par Franck MODERNE	822
Dualité de juridictions et unité du droit fiscal, par Guy GEST	842
Dualité de juridictions et unité du droit douanier, par Claude J. BERR	850
Le Conseil d'État et le droit communautaire : de la continuité au changement, par Paul-François RYZIGER	

Unité ou dualité de juridiction à l'étranger

La dualité du droit applicable à l'administration et la pluralité de juridictions en matière administrative en Allemagne, par Christian AUTEXIER	863
Unité, dualité ou trinité de juridiction en Belgique?, par Francis DELPERÉE	869
L'unité de juridiction : bien ancrée au Canada, par Patrice GARANT	872
Dualité de juridictions en Finlande et en Suède, par Tore MODEEN	875
La dualité de juridictions en Grèce, par Epaminondas SPILIOPOULOS	877
Les juges et l'administration publique en Italie : dualisme ou unité de juridiction, par Élisabetta MIDENA	882
Unité ou dualité de juridiction en matière administrative au Grand-Duché de Luxembourg, par Simone BEISSEL-MERTEN	886
Unité de juridiction en matière administrative en Norvège, par Eivind SMITH	889
Unité ou dualité de juridiction en matière administrative au Royaume-Uni?, par John BELL	892
Dualité de juridictions en matière administrative en Suisse, par Blaise KNAPP	895

Rubriques

Responsabilité

Jurisprudence

Vers un assouplissement de la responsabilité des services fiscaux? par Noël CHAHID-NOURAI 899
(Concl. sur Cons. d'Ét., Section, 27 juill. 1990, *M. Bourgeois*)

Droit administratif et droit communautaire

Le juge national et la protection du droit communautaire

1. Les pouvoirs d'injonction du juge national pour la protection des droits conférés par l'ordre juridique communautaire, par Jean-Claude BONICHOT 912
(Note sous C.J.C.E., 19 juin 1990, *Factortame*)

2. Sur le pouvoir du juge britannique d'adresser des injonctions à la Couronne, par John BELL 920
(Obs. sous Chambre des Lords, 18 mai 1989, *Factortame v. Secretary of State for Transport*)

Droit administratif et droit international

Jurisprudence

L'interprétation par le juge administratif des conventions internationales (A propos des conditions de circulation, d'emploi et de séjour en France des ressortissants algériens et de leur famille), par Jean-François LACHAUME 923
(Note sous Cons. d'Ét., Assemblée, 29 juin 1990, *Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés - G.I.S.T.I.*)

Arrêts et avis récents du Conseil d'État par Philippe TERNEYRE 940

Tables 950

Alphabétique de matières et chronologiques de textes et de jurisprudence